

## USA : définitivement divisés ?



Les Etats-Unis traversent une crise à la fois économique, sociale et politique. Entre 2008 et 2016, les deux mandats du démocrate Barack Obama, premier Président afro-américain des Etats-Unis, ont laissé germer des espoirs d'union sociale et d'une Amérique dans laquelle « liberté » et « égalité » seraient les maîtres mots. En 2016, l'élection du Président Donald Trump est venue doucher ces espoirs. Le six janvier 2021, à l'image de ces quatre années de mandat, le Président sortant a incité ses partisans à envahir le Capitole afin de bloquer la certification du vote du collège électoral de l'élection présidentielle de novembre 2020. Cette invasion, portant atteinte à la démocratie, a choqué les esprits de nombreux Américains et est le signe d'une véritable rupture sociale aux Etats-Unis. Dans des tribunes publiées dans le journal *Le Monde* le 13 janvier 2021, quelques jours après l'invasion du capitole, quatre auteurs rendent compte de leur point de vue quant à la situation actuelle aux Etats-Unis.

Dans une première tribune, Ron Rash, écrivain et professeur à la *Western California University*, s'inquiète des élans totalitaires qui enflent aux Etats-Unis. Il avait 14 ans lors de la fracture de 1968 dans son pays. Durant cette période, les américains étaient divisés pour des raisons sociales et politiques. Le Civil Rights Movement combattait le Ku Klux Klan et la ségrégation raciale alors que le pays était engagé dans la guerre du Vietnam et comptait de plus en plus de jeunes Américains sacrifiés sur le front. La division était omniprésente, dans chaque Etat, dans chaque ville, dans chaque village. Ron Rash qualifie cette période de guerre divisant les Américains en fonction de leur âge et de leur classe sociale. Les émeutes se multipliaient dans les grandes villes et tournaient souvent à la violence.

L'auteur fait un parallèle entre cette situation et la situation de 2020 aux Etats-Unis. Il dit ainsi que les Etats-Unis se trouvent aujourd'hui « au bord d'un autre précipice ». Parmi les raisons qui ont mené à cette nouvelle rupture, il évoque l'abandon des électeurs de la classe ouvrière par les démocrates, permettant aux républicains de l'exploiter cyniquement. Rash présente dans ce contexte de crise celui qui a été à la tête des Etats-Unis ces quatre dernières années : Donald Trump. Il le compare à un enfant de cinq ans qui a multiplié les actes sans

jamais en payer les conséquences. Il évoque par exemple son refus de déclarer ses entreprises en faillite ou son échappement à sa conscription au Vietnam, ainsi que son harcèlement sexuel de femmes. De là, Ron Rash rend compte des actes du Président le mercredi 6 janvier, Donald Trump ayant encouragé ses partisans à envahir le Capitole pour marquer leur refus de la défaite. L'auteur assimile cet incident à un coup d'Etat. Il le qualifie néanmoins comme une assurance de voir condamné l'avenir politique du Président sortant, trop d'Américains, à gauche comme à droite, ayant été écœurés par les événements. C'est comme la barrière de trop franchie par Trump, le vouant définitivement à l'échec.

Ron Rash lance une alerte sur le principal enjeu que les Etats-Unis doivent désormais relever : celui des pulsions totalitaires. Elles sont en effet croissantes en Amérique, à gauche comme à droite, et représentent le principal défi que le nouveau Président Joe Biden aura à relever. L'auteur cite Abraham Lincoln, qui déclara avant le début de la guerre de Sécession : « Une maison divisée contre elle-même ne peut pas tenir debout ». C'est cette division qui est à l'origine de la montée des mouvements totalitaires, et si les Américains ne se rallient pas autour d'une cause commune afin de s'unir de nouveau, ils risquent la guerre et la division définitive car « La dernière fois où l'Amérique s'est retrouvée à ce point divisée, la guerre de Sécession en a résulté ». Il insiste sur la nécessité de renforcer les correspondances entre les classes sociales, et de mettre en lumière les préoccupations communes auxquelles tous les américains doivent faire face. C'est en s'unifiant autour de valeurs communes que « l'improbable deviendra possible ». Il conclut en citant les célèbres vers du poème *Le Second Avènement* de Yeats écrit en 2019 :

« Tout se désagrège, le centre ne tient plus ;

L'anarchie se déchaîne sur le monde (...)

Les meilleurs manquent de toute conviction, tandis que les pires

Sont pleins de violence et de passion. »

Tel est son sentiment à propos de la situation aux Etats-Unis, qu'il rapporte dramatiquement à la veille de la guerre de Sécession, et qui nécessite dès lors un changement urgent afin de ne pas sombrer dans le chaos.

Soulignant elle aussi la gravité de la situation, Anne Deysine, professeure émérite à l'université Paris-Nanterre, juriste et américaniste, insiste dans une tribune au journal *Le Monde* sur la nécessité avant toute chose de punir les actions du Président sortant Donald Trump ainsi que celles de ses partisans.

Suite à l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021, les débats se sont enchaînés quant au sort à réserver au Président sortant suite à sa « violation ouverte de la Constitution et du serment de défendre et de faire appliquer la loi. » Pour Joe Biden, il n'est pas prioritaire de faire quelque chose à l'encontre de Donald Trump : sa préoccupation première est de réunifier le pays et d'apaiser le climat de polarisation aiguë qui s'y est installé. Cela rejoint les attentes de Ron

Rash qui, dans la précédente tribune, insistait sur la nécessité absolue de réunifier l'Amérique. Anne Deysine cependant voit cela d'un autre œil : selon elle, il est indispensable de condamner Donald Trump et ses partisans dans le but de marquer comme inacceptables les événements passés. En effet, nombreux sont les républicains qui ont un sentiment d'impunité quant à l'assaut du Capitole. Anne Deysine accuse notamment les 17 procureurs généraux d'Etat républicains qui ont contesté les résultats des élections devant les juristes.

Mais mettre fin à l'impunité n'est pas une mince affaire. S'il existe des moyens politiques et judiciaires pour mettre fin à cette impunité, les obstacles sont nombreux. Il faudrait que Mike Pence, vice-président de Donald Trump, se soulève complètement contre ce dernier afin d'avoir recours au 25<sup>ème</sup> amendement qui soulèverait l'incapacité psychologique du président. Pour autant, bien qu'il ait certifié les résultats des élections malgré les pressions du Président, il a besoin du soutien de Donald Trump pour une éventuelle candidature en 2024. De plus, il est dangereux pour Joe Biden d'avoir recours à un grand jury, car cela ferait crier les partisans républicains, contre toute réconciliation nationale.

Les revendications sont nombreuses et différentes : démission ou censure des sénateurs Josh Hawley et Ted Cruz qui ont refusé de s'opposer à Trump et de voter la destitution ; expulsions ; censure ; poursuites pénales... Pour le moment, Trump a été privé de ses « mégaphones » par de nombreuses plateformes comme Facebook ou Twitter, ce qui représente déjà un début de condamnation de l'ancien Président des Etats-Unis. Anne Deysine souligne avant tout les nombreux risques à laisser les crimes et violations impunis, et renvoie à l'historien David W. Blight, qui compare cette période à celle de l'après-guerre civile.

De son côté, Geoffrey Kabaservice, spécialiste de l'histoire du Parti républicain et membre du think-tank de centre droit Niskanen Center, se concentre dans sa tribune sur le parti républicain en lui-même et sur la manière dont Donald Trump est parvenu à en détourner les principes.

Il souligne tout d'abord que les trumpistes sont souvent de fervents partisans des théories complotistes telles que le mouvement QAnon. Contrairement à Ron Rash, Geoffrey Kabaservice ne considère pas l'invasion du Capitole comme un coup d'Etat en tant que tel car les partisans de Trump n'étaient qu'un groupe non organisé qui n'a pas essayé de mettre en place un gouvernement alternatif. Ils se sont contentés de déambuler dans le Capitole et d'y semer le trouble. Cette attaque n'en est pas moins un choc pour les Américains : c'est la première fois que le Capitole est envahi depuis 1814, date à laquelle les Britanniques l'avaient brûlé. Parmi les partisans de Trump, on compte bon nombre de suprémacistes et d'extrémistes blancs qui sont déterminés à empêcher l'accès au pouvoir de Joe Biden par une action radicale. Ils vont jusqu'à désirer pour certains l'arrestation et l'exécution massive de démocrates. Ainsi, il peut être considéré comme une chance que les conséquences de cette invasion n'aient été plus graves. Les émeutiers étaient rarement ouvertement armés, et seules cinq personnes y ont perdu la vie (quatre manifestants et un policier).

Cet évènement, bien qu'il n'ait pas empêché l'investiture de Joe Biden et la fin du décompte des votes électoraux, a profondément été dommageable pour les Etats-Unis. C'est en effet un coup pour l'image de ce pays et pour sa démocratie que son propre Président vient de tenter de renverser. Ainsi, cet assaut a consterné les alliés des Américains, et fait la joie de leurs ennemis. Donald Trump n'ayant jamais ouvertement respecté les règles de la démocratie, il a entraîné avec lui bon nombre de républicains : 45% des républicains ont ainsi soutenu activement l'action des émeutiers.

A partir de ce constat, l'auteur souligne comment Trump est parvenu à détourner les fondements mêmes du parti républicain. De là, il rappelle que George W. Bush, seul ex-président républicain vivant, a fermement condamné l'assaut du Capitole. Il dénonce une absence de respect pour « les institutions, les traditions, la police, l'ordre public et l'Etat de droit américains – autant de choses qui [...] définissaient le conservatisme républicain. ». Bush dénonce les passions des émeutiers, « enflammées par des mensonges et des faux espoirs ».

Les différents dirigeants républicains appuyaient leur pouvoir sur la réalisation d'un équilibre entre les plus conservateurs et les plus modérés, ainsi qu'avec le soutien des populistes. Kabaservice met en lumière le fait que Trump a détruit cet équilibre, faisant dominer le racisme, l'anti libéralisme et l'opposition nihiliste à l'autorité établie. Dès lors, les Etats-Unis se sont retrouvés entièrement divisés. Finalement, Donald Trump s'est retrouvé victime de sa propre politique, car de nombreux Américains qui votaient traditionnellement républicain ont été rebutés du fait de sa non acceptation des résultats aux élections présidentielles de novembre 2020, et n'ont donc pas voté pour les républicains lors des élections sénatoriales en Géorgie, ce qui a entraîné la double défaite du parti.

Suite au mandat de Donald Trump, l'idée d'une guerre civile aux Etats-Unis n'est plus impensable. Cela illustre, selon l'auteur, les dommages causés par le Président sortant. L'attaque du Capitole devient un symbole du carnage et du chaos qu'il laisse derrière lui. Il rejoint en ce sens les auteurs précédents sur la situation de crise que traversent les Etats-Unis.

Thomas Piketty, très médiatique directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et professeur à l'école d'économie de Paris, adopte une approche différente de celle des auteurs précédents : il choisit de revenir dans sa chronique au *Monde* sur l'histoire des Etats-Unis pour comprendre les évènements passés au Capitole le 6 janvier.

Il propose d'aller au-delà des mythes et de l'idolâtrie de l'histoire américaine, qui veut que les Etats-Unis soient les leaders du monde « libre ». Il met en lumière le fait que l'histoire de la République états-unienne a toujours été traversée par des fragilités, par des violences et par des inégalités.

Le système esclavagiste a en effet joué un rôle prépondérant dans le développement des Etats-Unis. La majorité des Présidents américains a longtemps été propriétaires d'esclaves. Suite à la révolte de Saint Domingue en 1791, le Sud des Etats-Unis est devenu le cœur

mondial de l'économie de plantations, voyant le nombre d'esclaves quadrupler. Pendant ce temps, le Nord-Est et le Midwest des Etats-Unis se développent d'autant plus rapidement en s'appuyant sur un autre modèle économique fondé sur le travail libre. Ils désirent bloquer l'expansion de l'esclavage dans les nouveaux territoires. En 1860, Lincoln nouvellement élu accepte la négociation d'une fin paisible et graduelle aux esclavagistes. Au Sud, les Etats-uniens veulent tenter la sécession pour conserver leur monde, ce qui donne lieu à la Guerre de Sécession entre 1861 et 1865, causant 600 000 morts et s'achevant par la capitulation des armées confédérées (Etats du Sud). Suite à la Guerre de Sécession, les africains-américains ne deviennent pas pour autant libres de droit. Les Blancs reprennent le contrôle du Sud et imposent un strict système de ségrégation raciale qui dure jusqu'en 1965, ne considérant pas les Noirs comme étant prêts à devenir citoyens. Au XXème siècle, les démocrates cessent d'être le parti de l'esclavage pour devenir le parti du New Deal. Ils concèdent ainsi les droits civiques aux afro-américains.

A partir de 1968 et de la montée au pouvoir du président Nixon a lieu un grand renversement d'alliance. Les républicains récupèrent une grande partie du vote blanc sudiste en dénonçant les droits civiques accordés aux afro-américains par les démocrates comme une forme de clientélisme. Au cours du temps, la part des Blancs dans l'électorat n'a cessé de décliner, ce qui a pour conséquence d'alimenter le durcissement des trumpistes du Capitole et de menacer de faire sombrer la République états-unienne dans un conflit ethno-racial.

Ayant rappelé ces éléments historiques qui témoignent d'une fragilité sociale aux Etats-Unis depuis leur création même, Piketty offre deux lectures de ces événements : une lecture pessimiste d'une part, soutenue par l'élite démocrate, qui considère des électeurs républicains « déplorables » et irrécupérables, et des démocrates dont les efforts pour améliorer le sort des plus défavorisés sont vains, cachés par le racisme et la hargne des classes populaires blanches. D'autre part, une lecture plus optimiste considère que des personnes issues d'origines ethnoraciales différentes ont toujours vécu par l'intermédiaire de dominations militaires et coloniales, et que le fait qu'elles cohabitent au sein de mêmes communautés politiques constitue déjà un grand progrès. Les préjugés et les exploitations qui continuent d'être suscités ne peuvent être vaincus que par la force de la démocratie. Thomas Piketty conclut donc en mettant en avant la nécessité urgente des démocrates de reconquérir le vote populaire en augmentant ses actions sur le plan de la justice sociale et de la redistribution.

Finalement, ces quatre tribunes du *Monde* se rejoignent toutes dans un même ressenti, celui d'une division importante des Etats-Unis, aggravée par le mandat de Donald Trump et par l'assaut du Capitole au début de l'année 2021. Cette crise est ici analysée au travers de quatre approches différentes qui se complètent : à la fois son héritage historique, mais aussi la façon dont Donald Trump a détourné les principes républicains, et finalement l'urgence de condamner les violations commises le 6 janvier et de réunir les Etats-Unis autour de valeurs communes, afin d'éviter une situation qui menace à l'horizon : celle d'un pays sombrant dans le chaos.

**Noémie GALLIER (Terminale 2), le 18 février 2021**